

Rencontres tout azimut du cadre des Partis et Regroupements politiques : Après l'imam Dicko, les maliens à l'honneur !

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 28 NOVEMBRE 2022

1232

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Yeah Samaké sur Renouveau TV

“Il faut aller à la présidentielle”



Coopération Mali-Chine : Bientôt deux unités de filature



Choguel K. Maïga : Les défis d'un retour



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

27 Nov.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

281

Nouveaux cas confirmés

00

Nouveaux guéris

01

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

567 048 Vaccinations incomplètes

2 374 492 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

32 758

Guéris

31 939

Décès

742

dont 02 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.15



P.22



/ Une /

Yeah Samaké sur Renouveau TV : « Il faut aller à la présidentielle »

P.5

/ Brèves /

Transition malienne : Le Premier ministre, Chef du gouvernement, Dr Choguel Kokalla Maïga a été reçu en audience ce vendredi 25 novembre 2022 par le Président de la Transition, Chef de l'État, le Colonel Assimi Goïta

P.10

Visite de Commandement : Le CEMGA dans la 4ème région militaire

P.10

Transition : Des brèches de plus en plus béantes

P.11

Sévaré : Le Commandant du Poste de Commandement Interarmes Théâtre Centre au chevet des blessés du GTIA KELETIGUI 2

P.11

Koulouba : Ballet diplomatique aux MAECI

P.12

Diplomatie : Le Président de la Transition a reçu le ministre marocain de l'Éducation nationale

P.12

/ Actualité /

Problématique du développement de l'électrification rurale : L'AMADER et le HCC se penchent sur le financement

P.15

Coopération Mali-Chine : Bientôt deux unités de filature

P.16

Rapport du FIDH sur le centre du Mali : L'AMDH se « désolidarise », Le gouvernement dénonce des allégations tendancieuses

P.18

/ Politique /

Choguel K. Maïga : Les défis d'un retour

P.21

Rencontres tout azimut du cadre des Partis et Regroupements politiques : Après l'imam Dicko, les maliens à l'honneur !

P.22

/ Culture & société /

Ressources documentaires : Préservation et accessibilité des manuscrits anciens

P.23

/ International /

Retour en Côte d'Ivoire de Charles Blé-Goudé : Les inquiétudes du Fonds au profit des victimes de la CPI

P.24

Fonction publique : Les hausses de salaires sous Diouf, Wade et Macky Sall

P.25

Cadre de dialogue : Ce que pense l'UFR de Sidya Touré

P.26

/ Sport /

Coupe du monde 2022 : La Croatie se relance et élimine le Canada !

P.27

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Yeah Samaké sur Renouveau TV

“Il faut aller à la présidentielle”

Invité de l'émission « Le Grand Jury » de Renouveau TV, la semaine dernière, le président d'honneur du Parti pour l'Action Civique et Patriotique (PACP), nouveau président du forum des partis politiques, le diplomate et philanthrope Yeah Samaké a livré son analyse sur les sujets d'intérêt national. Ses actions humanitaires, la relation diplomatique France-Mali, la question de la laïcité, la léthargie des partis politiques, l'avant-projet de la nouvelle constitution... Aucune question d'actualité n'a échappé l'ancien maire de Ouélessébougou.

Natif de Ouélessébougou, Yeah Samaké tient à son village comme la prunelle de ses yeux. Il contribue à son développement et aime y vivre. C'est d'ailleurs ce qu'il a laissé entendre lors de son passage sur les antennes de Renouveau TV. « **Je suis citoyen de Ouélessébougou, je m'y plais. Je suis à Bamako de temps en temps mais je préfère être proche de mon cordon ombilical qui est à Ouélessébougou. Il fait bon vivre à Ouélessébougou parce qu'on a moins de coupures d'électricité** », a-t-il laissé entendre devant les membres du Grand Jury.

Les gros efforts de Yeah Samaké dans les actions humanitaires

Si beaucoup de Maliens connaissent Yeah Samaké, le politique, dans beaucoup de localités à l'intérieur du pays et même à Bamako, d'au-

tres se souviennent plutôt de l'humanitaire, homme au grand cœur. Comme en témoignent ses réalisations : écoles, forages, soutiens aux associations, dons de vivres aux plus démunis etc.

Depuis quelques jours, M. Samaké est visé par des accusations d'indélicatesse contractuelle. Le Grand Jury a été l'occasion pour lui de démentir ces accusations. « **Depuis cette fausse accusation, combien d'écoles ai-je construites ? Suivez à Badalabougou, à Sibiribougou, à Pogosso, à Gangourougou, à Ouélessébougou...Les projets continuent** », a-t-il laissé entendre avant de préciser : « **Un jeune qui a mal géré ses sous a voulu me faire chanter. Il m'a amené en justice, il n'a pas eu gain de cause. Il se présente devant les médias pour tenir mon image. Je ne peux pas commenter cela. La justice tranche et je suis derrière la justice** ».

L'analyse de Yeah Samaké sur la léthargie des partis politiques

Ces derniers temps, la classe politique s'est faite remarquée par un silence de mort. Certains y voient les conséquences d'une menace de la part des militaires. Mais la lecture de Yeah Samaké est différente. Pour lui, ce silence est dû à l'incertitude qui règne autour des élections.

Par ailleurs, Yeah Samaké a exprimé, en tant que président de la première édition du forum des partis politiques, sa volonté de porter haut la voix des politiques. « **Nous allons nous retrouver pour mieux élucider, mieux présenter l'image de l'homme politique malien parce que la perception que le Malien a de l'homme politique est mauvaise** » a-t-il indiqué avant de laisser entendre que « **la faute collective est imputée à une classe**

: la classe politique ».

Pour Yeah Samaké, la classe politique doit reprendre son rôle sur le plan politique. « **On ne peut plus laisser les autres parler à notre place. Un pays sans politique n'est pas démocratique et une démocratie sans partis politiques et acteurs politiques ne fonctionne pas. Nous nous élevons au-dessus des fausses perceptions. Le Mali a besoin qu'on repense la gestion de l'État** », a-t-il proposé.

La suspension de l'aide publique au développement de la France

Sur la question de la crise Mali-France, Yeah Samaké a donné son point de vue. Il soutient la position des autorités de la transition. Pour lui, « **Tout État qui agit ici ou dans d'autres pays le fait strictement pour ses intérêts et pour l'intérêt de son peuple** » ; et d'ajouter que « **l'aide de développement français n'a pas d'intérêt pour le Mali** ».

Pour Yeah Samaké, « **L'État doit être très rigoureux dans la gestion de l'aide d'un État à un autre** ».

La suspension de l'aide au développement français a été suivie par la suspension des ONG françaises par le Mali. Pour Yeah Samaké, l'al-



ternative à cette décision est de dépendre de nos propres ressources.

Les vérités de Yeah Samaké sur la laïcité

Le Mali a évité de justesse une guerre religieuse, il y a quelques semaines. Interrogé sur la question, Yeah Samaké affirme que : « **Jusqu'aujourd'hui, le Mali respecte scrupuleusement les libertés de religion. Notre constitution garantit la liberté de religions. Il y a des moments de faiblesse de l'État qui profitent à certains** ». Pour lui,

la manifestation des musulmans ne devait pas avoir lieu. « **Ce qui s'est passé l'autre jour, la manifestation des musulmans n'était pas normale car celui qui avait blasphémé la religion musulmane était dans le giron de la justice. Ça n'arrange personne, en plus de tout ce que nous vivons au Mali, que nous dégénérons dans un conflit religieux ouvert au Mali, qu'on soit majoritaire ou minoritaire** », a affirmé Yeah Samaké qui a ajouté : « **Il faut prendre des mesures nécessaires. Il faut faire en sorte qu'il y ait une meilleure sensibilisation autour de la laïcité** ».

L'avant-projet de la nouvelle constitution

Sur les réformes politiques et l'avant-projet de la nouvelle constitution, la position de Yeah Samaké est claire. Il propose l'organisation de la seule élection présidentielle. « **S'il ne s'agissait que de moi, nous n'allons pas nous focaliser sur 5 élections en 12 mois. Le Mali n'a pas les ressources nécessaires pour organiser 5 élections en 12 mois. Il faut aller à la présidentielle** », dit-il. Pour Yeah Samaké, il faut renoncer au referendum et aux autres élections.

Par ailleurs, le président d'honneur du PACP estime que « **la transition s'effrite. Il y a des ténors, des grands soutiens de la transition à la transition qui commencent à se révolter. Cela est un indicateur. Le premier ennemi d'une transition, c'est sa durée. Plus ça dure, plus c'est dur** ».

Anguimé Ansama



■ Ammy Baba Cisse



Les forces spéciales du Mali ont réussi à neutraliser des kidnappeurs d'un opérateur économique enlevé récemment

« Nous allons continuer à vivre dans un État laïc. Cela ne va pas changer et cela n'est dans l'intérêt de personne » Yeah Samake



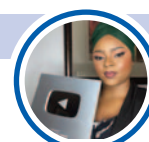
■ NIANG TV



#Missabougou/Bko: il s'agissait d'une opération des forces spéciales maliennes contre un commando qui retenait jusqu'ici la famille d'un opérateur économique enlevé à Bamako dans le quartier Maniamougou le 18 novembre 2022. Les forces spéciales ont pu libérer tous les otages alors retenus non loin de l'hôpital du Mali. Un seul membre de la famille libérée est légèrement blessé. La mission est menée grâce aux renseignements de la DGSE malienne et un assaut des forces spéciales dont les FSI UMSI. Abdoul Niang



■ Make-up & Foulard



Il ya des gens dès qu'ils te voient heureux (se) ils commencent à raconter aux gens ce que tu faisais en 2010.

■ Kati 24



#Urgent Le Bureau de Coordination de l'Association des élèves et étudiants du Mali (AEEM) lève son mot d'ordre de grève sur toute l'étendue du territoire National , il invite les élèves et étudiants du Mali à regagner les salles de classe à compter de demain Lundi 28 Novembre 2022 . (Voir le Communiqué pour mieux Comprendre) #Faisonsl'AEEMAutrementt #Ensemble nous pouvons Oser lutter c'est oser vaincre. La lutte continue !!!!

Association des Elèves et Etudiants du Mali
AEEM
Bureau de Coordination Nationale

REPUBLIQUE DU MALI
- Un But - Un Drapeau -

COMMUNIQUE

Le Bureau de Coordination Nationale de l'AEEM se félicite des progrès continus réalisés face aux doléances exprimées dans son préavis de grève. À ce jour, plusieurs points ont été satisfaits et la plupart des autres sont réalisables sur le moyen et le long terme.

Le Bureau de Coordination Nationale de l'AEEM suivra donc de très près leurs évolutions et ne ménagera aucun effort pour cela.

Le Bureau de Coordination adresse ses remerciements aux autorités de notre pays pour les efforts consentis ces derniers jours.

Le Bureau les invite également à ne point se relâcher et de suivre prioritairement et avec constance la situation de l'éducation dans notre pays, faute de quoi nous serons toujours là pour attirer leur attention avec tous les moyens à notre disposition.

Le Bureau de Coordination nationale remercie très chaleureusement l'ensemble des leaders de l'AEEM à travers le Mali ainsi que l'ensemble des militants pour la confiance, le soutien indéfectible, et le respect du mot d'ordre.

Au vu des efforts constatés le Bureau de Coordination Nationale de l'AEEM lève son mot d'ordre de grève à tous les niveaux de l'enseignement, invite les camarades du secondaire et du supérieur sur toute l'étendue du territoire à rejoindre les classes.

Salutations militantes !!!
Oser Lutter, C'est Oser Vaincre. La Lutte continue !

Bamako, le 27 Novembre 2022
Le Secrétaire Général

Siriman Seydou NIARE

■ Yeah Samake



CHERS AMIS,
Malgré l'insécurité grandissante dans le Centre du #Mali, nous poursuivons les activités du programme de sécurité alimentaire de la Fondation Empower Mali et j.k. livin foundation de Matthew McConaughey en partenariat avec l'Association AHD « NYESSIGUI ».

Nous avons procédé en ce mois de novembre à la remise de vivres composées de 50 Kg de riz, 50 Kg de mil, 5 litres d'huile, 5kg de sucre et de Lait en Poudre à des familles démunies identifiées par leurs chefs des quartiers ou chef de villages.

Cette distribution de vivres concerne 100 Familles dans la région de Mopti dont 50 familles dans la commune de Mopti, 20 Familles dans la commune de Socoura et 30 Familles dans le village de Begnemato, Cercle de Bandiagara.

L'objectif recherché est de donner une ration alimentaire mensuelle à plusieurs familles pendant plusieurs mois.

Rappelons nous toujours que #DIRIGERCESTSERVIR



■ Seydou Traoré



BRAVO Mr Niang pour la qualité de vos informations, quelque soit la partie concernée. C'est ça qu'on appelle indépendance. Je n'ai toujours pas été d'accord avec vous, mais il faut le reconnaître, vous êtes professionnel et indépendant.

La morale de cette vidéo.

1. Un malien Malick Konaté a été impliqué dans un reportage de BFMTV qui porte atteinte au professionnalisme et à l'éthique des FAMAS. Il n'a pas protesté, donc il s'est reconnu dans le documentaire.

2. Un autre malien, Me Mariko à vu son organisation citée dans un rapport du FIDH, il ne s'y est pas reconnu, il le fait savoir, en plein accord avec la déontologie de son métier et de son organisation.

Il refuse le faux, et arguments à l'appui. Pour la vérité, pas par chauvinisme. Pour dire non à la manipulation médiatique qui tente de porter atteinte à l'image du Mali.

La conclusion :

ON PEUT AIMER SON PAYS ET LE DÉFENDRE SANS PORTER ATTEINTE À LA DÉONTOLOGIE ET À L'ÉTHIQUE DE SON MÉTIER ET SON ORGANISATION. NE PAS LE FAIRE EST UN CHOIX, QU'ON DOIT AVOIR LE COURAGE D'ASSUMER.

UN DES DRAMES DU MALI, C'EST QUOI ? LES PÈRES INTELLECTUELS DES AVANCÉES SIGNIFICATIVES DU DÉVELOPPEMENT DU MALI SONT OUBLIÉS, PIRE, VOUÉS AUX GÉMONIES.

L'AMO, LA VISION C'EST ATT.

LUC TOGO, EN EST LE PÈRE FONDATEUR INTELLECTUELLEMENT. CELA N'ENLÈVE EN RIEN AU MÉRITE DU GÉNÉRAL. MAIS LUC TOGO NE MÉRITE PAS LE TRAITEMENT QU'ON LUI RÉSERVE ! IL EST LE ASSIMI DE CE DOMAINE, MÊME SI C'EST UN MÉDECIN GÉNÉRAL QUI PRÉSIDE AUX DESTINÉES DE L'AMO AUJOURD'HUI ! JE N'ÔTE RIEN AU MÉRITE DU GÉNÉRAL. MAIS GÉNÉRAL, TENEZ COMPTE DE L'HISTOIRE DE VOTRE INSTITUTION ! RESPECTONS LES MATIÈRES GRISES DE NOTRE PAYS !!

LES KLEENEX À LA POUBELLE, MAIS PAS LES CADRES MÉRITANTS DE LA RÉPUBLIQUE !

LUC TOGO, M'EN VOUDRA À MORT POUR CET ARTICLE, TANT IL EST HUMBLE, DISCRET ET COMPÉTENT. PATRIOTE, IL N'A JAMAIS RIEN DEMANDÉ, NI RÉCLAMÉ.

MES EXCUSES LUC.

■ Ministère De L'Emploi Et De La Formation Professionnelle Du Mali



Après la formation sur les VBG, les compétences de vie, la citoyenneté etc.

Le coordinateur national du Programme de Mobilisation des Compétences de la Diaspora pour l'Emploi, a lancé la formation pratique de 80 femmes aux métiers de la restauration et de l'hôtellerie ce 26 nov 2022 à l'école hôtelière Chiaka Sidibé de Bamako.

Le programme #PMCD est une passerelle entre les expertises de la #diaspora et les besoins du Mali et de son secteur privé en matière de #formation #professionnelle.

Pour cette phase, une experte a été mobilisée d'Italie pour un partage d'expériences.

Financement de UNFPA Mali

Ministère De L'Emploi Et De La Formation Professionnelle Du Mali
Ministère des Maliens Établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine
#employabilité #femmes #jeunesse #metiers #formationprofessionnelle





Infoméd Magazine

1 h · 🌐

Le Sénégal inaugure ce 01 décembre la 2e université publique de Dakar, université Amadou Mahtar Mbow de Diamniadio...

D'un coût de 60 milliards, cette université à vocation SCIENCES et TECHNOLOGIES, construit sur 42 ha, va à terme accueillir 40.000 étudiants dans des écoles telles que :

- 👉 École supérieure des Sciences et Techniques de l'Ingénieur (ESTI)
- 👉 École supérieure des Sciences Agricoles et de l'Alimentation (ES2A)
- 👉 École supérieure des Mines, de la Géologie et de l'Environnement (ESMGE)
- 👉 École supérieure d'Urbanisme, d'Architecture et d'Aménagement du Territoire (ESU2A)
- 👉 Haute École d'Économie et de Gestion (HEEG)



■ Kassoum Thera



Donc depuis le début de la coupe du monde l'avion de certains était dans les nuages et n'a pu atterrir qu'hier nuit

■ Nia Dialla Keita



Coupe du Monde Qatar 2022 : bravo à l'équipe marocaine qui vient de battre logiquement la Belgique au complet (2-0)

■ Folona24 tv



Folona24 TV : Football [MERCATO DES AIGLES]
En fin de contrat avec le Stade Rennais en juin

prochain , le capitaine des aigles International malien Hamari Traoré et du stade Rennais n'a toujours pas renouveler son contrat et aucune discussion n'est pour l'heure entamé avec son club selon l'intéressé lui-même dans zone mixte. Selon L'Equipe, RMC sport et beinsport , le capitaine des aigles se dirige vers le FC Barcelone qui recherche un latérale droit depuis la blessure de Hector Bellerin.



■ Ben Ibrahim



Ben Ibrahim est avec L'enfant De Ségou et Assimi Goita et la locomotive Sadio Camara tient trop à Choguel. Bilaye

■ Serge Daniel



#Mali-politique/Je parlais d'1 gd mouvement en gestation. Le cadre des 51 partis et associations politiques est devenu officiellement ce 26/11/ "le cadre des partis politiques pour le retour à l'ordre constitutionnel". Discussions en cours pour la formation d'une gde plateforme.

■ Wassim Nasr



#Mali #Ménaka l'#El diffuse les images d'une exécution d'un « espion qui travaillait pour les croisés à #Anderamboukane » et les photos de ~85 dépouilles de jihadistes du #JNIM #AQMI et 3 capturés dans l'affrontement du 12 novembre à #Ndaki à la frontière avec le #BurkinaFaso



Transition malienne : Le Premier ministre, Chef du gouvernement, Dr Choguel Kokalla Maïga a été reçu en audience ce vendredi 25 novembre 2022 par le Président de la Transition, Chef de l'État, le Colonel Assimi Goïta



Acette occasion, le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga, a tenu à s'adresser à ses compatriotes toutes tendances confondues pour les remercier et les appeler à l'union sacrée.

« Après plus de trois (3) mois d'absence, me revoici, parmi vous, en pleine possession de mes capacités physiques et intellectuelles. Gloire au Tout Puissant, le Tout Miséricordieux.

Je m'en voudrais si je ne saisis pas ce moment empreint de solennité, remercier du fond du cœur, l'ensemble de nos compatriotes, de l'intérieur et de la diaspora, ainsi que tous les Panafricains. Des plus petits hameaux aux plus grandes agglomérations, me sont parvenues, des mosquées, des églises et des temples, les prières et les invocations des compatriotes anonymes et des serviteurs du culte.

Dr Choguel Kokalla Maïga a dit grand merci à tous les Maliens qui dans leur écrasante majorité, parents, amis, sympathisants et même rivaux politiques les plus farouches ont tenu à lui exprimer leur compassion et un bon retour parmi les siens.

Le Premier ministre a tenu particulièrement à exprimer toute sa reconnaissance et sa gratitude au Président de la Transition, Chef de l'Etat, le Colonel Assimi Goïta et à tous ses compagnons militaires et civils. Il a aussi remercié tous les membres du Gouvernement pour l'extraordinaire travail abattu dans la solidarité, notamment le Colonel Abdoulaye Maïga pour avoir assumé cette lourde mission d'intérimaire malgré ses charges dans un contexte historique particulièrement délicat.

Il me plait, a-t-il dit, de partager l'expression de cette gratitude avec les colonels Malick DIAW, Sadio CAMARA, Modibo KONE et Ismaël WAGUE. Chaque visite rendue a été une occasion de réitérer le désir de rester ensemble jusqu'au bout, a-t-il dit.

C'est pourquoi il dit qu'il revient après un temps si long optimiste et engagé plus que jamais, convaincu que l'œuvre de Refondation et de reconstruction du Mali et de la nouvelle Afrique sera poursuivie et accomplie par l'ensemble des fils du Mali.

Visite de Commandement : Le CEMGA dans la 4ème région militaire



Le Chef d'État-Major Général des Armées, le Général de Division, Oumar DIARRA accompagné d'une délégation restreinte s'est rendu le vendredi 25 novembre 2022 dans la 4ème Région Militaire (Kayes). Cette visite entre dans le cadre normal des activités internes de commandement du CEMGA, depuis sa nomination à la tête de l'État-major Général des Armées. Elle a pour objectif de s'enquérir des conditions de vie et de travail des hommes dans toutes les Régions Militaires pour juguler la crise.

Après l'accueil chaleureux des autorités militaires de la zone 4, le Chef d'État-Major Général des Armées a été reçu par le gouverneur de la région de Kayes, le Colonel, Moussa SOUMARE, qui lui a fait le point de ses activités dans la région. Ensuite, Le Général DIARRA s'est rendu au camp Mamadou Lamine Dramé où il s'est largement entretenu avec la troupe et à partager avec elle les préoccupations du moment.

Le Général de Division Oumar DIARRA a tout d'abord transmis les salutations et les encouragements du Président de la Transition, le Colonel Assimi GOÏTA qui, à l'instar de tout le peuple malien, se dit fier du travail abattu sur le terrain par les Forces de Défense et de Sécurité.

Au cours de sa visite, le Général DIARRA a tenu à clarifier beaucoup de zones d'ombre. Il a soulevé quelques points à savoir, le message de félicitation et d'encouragement des autorités à l'endroit des hommes, le partage de certaines informations sur les questions d'actualités et le rappel du soutien politique et celui de l'opinion publique aux Fama dans l'exécution de leurs missions.

Les échanges ont aussi porté sur d'autres points notamment le rappel de leurs missions qui est la préparation, l'entraînement et la formation afin de lutter efficacement contre le terrorisme. Il a aussi évoqué largement la question de discipline, de cohésion, de solidarité et d'unité entre les Forces de Défense dans une échelle de commandement uni et unifié.

Source : FAMa

La mission entamée sera poursuivie avec plus d'engagement et de détermination, a rassuré Choguel Kokalla Maïga.

Pour ce faire, le Premier ministre invité toutes les forces acquises à la Transition et à l'édification d'un Mali nouveau à l'Union sacrée pour relever le défi : sauver la Nation.

Source : CCOM Primature

Transition : Des brèches de plus en plus béantes



La Transition n'a pas fini de crouler sous ses contradictions internes. Après l'écheveau Kaou Djim dénouée à coups d'invectives et de démêlées judiciaires suivies d'un limogeage en règle, un autre cacique du CNT est en passe de faire les frais d'une témérité similaire à celle de l'ancien quatrième vice-président de l'organe législatif. Il s'agit de Adama Ben Diarra alias « Ben Le Cerveau ». Naguère thuriféraire de la Transition devant l'Éternel, l'ami inconditionnel des Colonels risque une déchéance plus spectaculaire pour le revirement verbal que lui a récemment inspiré la trajectoire actuelle de Transition. Le bourreau de la France et de la Minusma – qu'il menace constamment d'expulsion du Mali au profit de la Russie et de Wagner – se trouve lui-même dans le creux des vagues qu'il a tant contribué à déclencher ou entretenues. Depuis quelques jours, en effet, il lui est imputé des passifs qui défraient la chronique sur les réseaux où l'enfant terrible de Kati est présenté, éléments vocaux à l'appui, comme un profiteur plus qu'une figure marquante de la Transition. Ça n'est pas tout. Les révélations faites à son sujet ne paraissent guère moins passibles d'ennuis judiciaires beaucoup plus nocifs que l'action jadis infligée à Kaou Djim, à en juger par la portée des échanges vocaux attribués à l'intéressé sur les réseaux sociaux. En vertu d'un parallélisme des formes, en définitive, et à moins que la magistrature ne fasse faux-bond par ces temps de bisbilles avec le pouvoir en place, on est fondé à croire que Ben Le Cerveau risque de se retrouver en taule-position. En cause, les nuisances politiques causées aux autorités de la Transition par dénonciation de certaines de leurs mesures telles les options budgétaires inconsidérées, l'instauration du port des casques pour les motocyclistes, entre autres. La célébrissime figure malienne du panafricanisme en est pour l'heure voué aux gémonies et isolé au point de plus mobiliser un chat à Kati, mais il n'en demeure pas moins que l'épisode est révélateur d'une accumulation des malaises qui minent la Transition depuis quelques temps. En effet, une rupture entre les colonels et un paravent comme Ben Le Cerveau, qu'importe la forme, ne peut qu'en rajouter aux nombreuses brèches ouvertes dans un système de plus en plus démystifié sur le terrain des besoins sociaux non comblés, des équations sécuritaires non jugulées ainsi que par la désillusion sur tant de promesses et espoirs suscités. Elles interviennent pendant que s'use progressivement la batterie de boucs émissaires sur lesquels pèsent souvent le poids de toutes les turpitudes.

A KEÏTA / Source : Le Témoïn

Sévaré : Le Commandant du Poste de Commandement Interarmes Théâtre C entre au chevet des blessés du GTIA KELETIGUI 2



À u cours d'une offensive, le mardi 22 novembre 2022, l'un des véhicules du GTIA Kélétigui II est montée sur un EEI dans la localité de Toum (Diallassagou) faisant trois morts et deux blessés. Pour la circonstance, le Commandant du Poste de Commandement Interarmes Théâtre Centre, le Colonel Mamadou Massaoulé s'est rendu le mercredi 23 novembre à l'hôpital Somino Dolo de Mopti pour s'enquérir de l'état de santé des blessés et s'assurer de leur prise en charge effective. Il a également rendu hommage aux 3 soldats tombés les armes à la main. Selon le colonel Mamadou Massaoulé Samaké, grâce à la promptitude l'aviation malienne ces éléments ont pu être évacués sur Sévaré pour des prises en charge médicales. Il a rassuré que les blessés sont dans les bonnes mains. En outre, le Commandant du PCIAT a félicité les FAMA pour détermination dans la lutte contre le terrorisme. Il prévient que nulle ne peut freiner la libre circulation des populations. Le Colonel Mamadou Massaoulé a également indiqué que la Nation malienne n'oubliera jamais ses héros tombés pour la patrie. Par ailleurs, le commandant du PCIAT- Centre a affirmé que les hautes autorités du pays ont tout mis en œuvre pour améliorer les conditions de vie et de travail des FAMA afin de pouvoir aller traquer les GAT jusque dans leur dernier retranchement. " L'armée malienne monte en puissance contre les terroristes. C'est pourquoi ces terroristes n'ont d'autres moyens que de s'attaquer aux populations civiles", a-t-il noté. Cependant, Il a sollicité une franche collaboration des populations pour aider les FAMA à mieux exécuter ses missions régaliennes de défense de l'intégrité territoriale.

Source : FAMA

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp: 70 442223 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

Koulouba : Ballet diplomatique aux MAECI

Le Secrétaire Général du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, l'Ambassadeur Abdoulaye TOUNKARA, a successivement reçu en audience, le mercredi 23 novembre 2022, les Ambassadeurs désignés, non-résidents, ci-après : Son Excellence Monseigneur Jean Sylvain EMIEN, Nonce Apostolique (Représentant du Vatican) agréé auprès de la République du Mali, avec résidence à Conakry ; Son Excellence Madame Mabel Gomez OLIVIER, Ambassadeur agréée du Mexique auprès de la République du Mali, avec résidence à Rabat ; Son Excellence Monsieur Leslie J. BAJA, Ambassadeur agréé de la République des Philippines auprès de la République du Mali, avec résidence à Rabat ; Son Excellence Monsieur Tomas FELIX, Ambassadeur agréé de la République Slovaque auprès de la République du Mali, avec résidence à Abuja.

Ce jeudi 24 novembre 2022, il a reçu Son Excellence Madame Jeanne NTAKIRUTIMANA, Ambassadeur agréée de la République du Burundi auprès de la République du Mali, avec résidence à Abuja.

Ces nouveaux Ambassadeurs étaient venus présenter au Chef de l'Administration du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, les copies figurées des Lettres de créance qui les accréditent en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire auprès de la République du Mali.

Lors des différentes audiences accordées à cet effet, les échanges ont essentiellement porté sur les perspectives du raffermissement des relations d'amitié et de la coopération entre le Mali et ces différents pays ainsi que d'autres questions à l'échelle sous régionale et internationale d'intérêt commun.

Au regard du contexte national difficile marqué par des défis politico-sécuritaires et des enjeux géopolitiques, le Secrétaire Général a attiré l'attention de ses hôtes sur la nécessité d'accompagner les efforts du Gouvernement du Mali visant à restaurer l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire, et ce, dans le respect des intérêts stratégiques et



vitaux du Mali.

Les nouveaux Ambassadeurs ont, pour leur part, réaffirmé l'intérêt tout particulier que leurs pays respectifs accordent aux liens de partenariat avec le Mali et se sont engagés à œuvrer davantage dans le sens de l'élargissement et de la diversification des domaines de coopération.

Source : Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI

Diplomatie : Le Président de la Transition a reçu le ministre marocain de l'Éducation nationale

Le Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'État, a reçu en audience, ce vendredi 25 novembre 2022, une délégation marocaine, conduite par M. Chakib BEMMOUSSA, ministre de l'Éducation Nationale du Royaume du Maroc. Il était porteur d'un message de sa majesté le Roi Mohammed VI à son homologue malien. À sa sortie d'audience, M. Chakib BEMMOUSSA a indiqué avoir apporté au Président GOÏTA un message de fraternité et d'amitié, de la part de Sa Majesté le Roi Mohammed VI. Le Chef d'État marocain, à travers son émissaire, rassure les autorités maliennes de sa volonté de développer les relations historiques et particulières entre les deux pays.

Sa Majesté le roi Mohammed VI a par ailleurs, indiqué, par la voix de son envoyé spécial, sa disposition à renforcer davantage la coopération



entre les deux pays dans les domaines culturels, économiques, militaires et sécuritaires pour contribuer à la stabilité de la région.

Source : Présidence de la République



Ministre de la Refondation de l'Etat - MRE



SIGRH

Projet SIGRH : Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines

Suite au lancement officiel du Projet **SIGRH - Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines** de l'Etat et des Collectivités Territoriales le 24 mai 2022 par le Président de la Transition, Chef de l'Etat le **Ministre de la Refondation de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions - MRECRI** a l'honneur de vous informer du démarrage de la phase de **Recensement des Agents de l'Etat et des Collectivités Territoriales** sur toute l'étendue du territoire national et dans les missions diplomatiques et consulaires.

Au cours de cette opération, qui se déroulera **du Jeudi 1er septembre 2022 au 30 novembre 2022**, une **Fiche Individuelle de Collecte de Données** sera soumise par les différents Chefs de service compétents à chaque Agent concerné de leur ressort afin de la renseigner.

La fiche dûment renseignée doit être impérativement accompagnée des pièces justificatives suivantes :

- **une copie de l'Arrêté d'intégration ou de la décision de recrutement ;**
- **une copie justifiant la position statutaire ;**
- **une copie de la carte NINA ou de la Fiche descriptive individuelle du RAVEC ;**
- **une copie de l'extrait d'acte de naissance.**

Sont concernés par le Recensement, tous les Agents de l'Etat et des Collectivités territoriales sur l'ensemble du territoire national et dans les ambassades et consulats, à savoir :

- les Agents fonctionnaires et contractuels de la fonction publique de l'Etat du statut général, des statuts particuliers et des statuts autonomes, sauf des Forces de Défense ;
- les Agents fonctionnaires et contractuels des collectivités territoriales des secteurs de l'éducation, de la santé et de l'emploi et de la formation professionnelle pris en charge par l'Etat à travers le système de mise à disposition ;
- les enseignants des écoles communautaires (ECOM) et des animateurs CED, CAF, CAFé et CEI bénéficiant des appuis financiers du budget d'Etat sous forme de subventions ;
- les Fonctionnaires des collectivités territoriales du cadre de l'administration générale ; et
- les Agents contractuels des collectivités territoriales payés sur ressources propres.

Chers **Représentants de l'Etat, Agents de l'Etat et des Collectivités Territoriales, et Partenaires sociaux**, les Plus Hautes Autorités de la Transition comptent sur votre accompagnement et attachent du prix à la pleine participation de tous et de chacun à la réussite de cette opération d'une importance capitale dans la nécessaire **Refondation de la Gestion des Ressources Humaines** de notre Administration publique et parapublique.



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

BON A SAVOIR

■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

www.oclei.ml

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

Problématique du développement de l'électrification rurale : L'AMADER et le HCC se penchent sur le financement

Le Premier ministre par intérim, colonel Abdoulaye MAÏGA, a présidé la cérémonie d'ouverture de l'atelier national sur la problématique du développement de l'électrification rurale au Mali. C'était le jeudi 24 novembre dans la salle de délibération du Haut conseil des collectivités territoriales (HCC). Cette activité s'inscrit, d'une part, dans l'accompagnement des efforts des Autorités de la Transition et, d'autre part, dans l'approfondissement du partenariat entre le Haut Conseil des Collectivités (HCC) et l'AMADER.



Cette occasion a été marquée par la présence du Ministre de la Refondation de l'Etat, Ibrahim Ikassa Maïga, du Président du HCC, Mamadou Satigui DIAKITE, du DG de l'Agence Malienne pour le Développement de l'Energie Domestique et de l'Électrification Rurale (AMADER), Amadou SIDIBÉ, du Gouverneur du district, de la représentante de la Banque mondiale, etc. Dans son discours, le président du HCC, Mamadou Satigui DIAKITE, a souligné que le souhait de son institution est de voir tous les chefs-lieux des Communes du Mali électrifiés. Pour ce faire, il a précisé que le Haut conseil des collectivités territoriales a entrepris un certain nombre de démarches. « Entre autres des plaidoyers à la COP 26 de Marrakech au Maroc et ailleurs, des signatures de convention de partenariat avec des Opérateurs privés, notamment Kougné SA et aujourd'hui l'AMADER », a-t-il cité. « Dans la situation actuelle, les populations rurales, parce que n'ayant pas accès à l'électricité fournie par le réseau

national, paient beaucoup plus cher leurs factures d'électricité que les populations urbaines, plus nanties qui bénéficient des subventions supportées directement ou indirectement par le budget national. Cela pose évidemment un problème d'équité qu'il convient de corriger », a-t-il expliqué.

A cet égard, il a déclaré que l'électrification rurale s'impose, non plus seulement comme une solution, mais comme une nécessité. « L'expérience apprise des interventions de l'AMADER démontre que les projets d'électrification rurale sont d'abord des projets de développement ; car l'arrivée de l'électricité dans une localité rurale entraîne un développement économique et social », a dit Mamadou Satigui DIAKITE. Dans le même sens, le DG de l'AMADER, Amadou SIDIBÉ, a rappelé que le milieu rural a toujours été un vecteur majeur du développement de notre pays. Cependant, a-t-il déploré, que le sous-secteur de l'électrification rurale soit confronté à d'énormes difficultés qui risquent

de compromettre la pérennisation de ses acquis et son développement. Singulièrement, les difficultés de planification, d'investissement, d'exploitation des installations, etc.

« Le financement, à travers le Fonds d'investissement pour l'électrification rurale, est essentiellement assuré par des ressources dont la mobilisation s'avère aléatoire quand on sait que la majeure partie de ces ressources sont d'origine extérieurs dont les contingences ne favorisent pas la mise en œuvre des activités planifiées », a-t-il avancé.

A cet effet, il a précisé que, pour pallier à la répartition inéquitable entre les villes et les campagnes, l'AMADER et ses partenaires ont prévu, à travers un vaste Programme d'accès universel à l'électrification rurale, l'électrification de 18 000 localités comptant au moins 100 habitants à l'horizon 2030. « Je suis convaincu que les réformes politiques et réglementaires au niveau du département chargé de l'énergie permettront de trouver la solution à ces

difficultés », a-t-il déclaré.

Pour sa part, le Premier ministre par intérim, le Colonel Abdoulaye MAIGA, a affirmé que cette rencontre signe la concrétisation d'une volonté plusieurs fois affirmée par le Président de la Transition, le Colonel Assimi GOITA, qui accorde une importance particulière au renforcement des infrastructures, dont celles de l'électricité en milieu rural.

Selon lui, l'accès aux services énergétiques modernes, en général, et à l'électricité en milieu rural, en particulier, est une composante importante des objectifs du Gouvernement qui, dit-il, vise à assurer un développement intégré des zones rurales et urbaines de notre pays.

Aussi, le Premier ministre par intérim a fait savoir que l'électrification des zones rurales contribue à l'amélioration de la productivité, en vue de soutenir une dynamique de croissance forte, durable et inclusive permettant de contribuer à la lutte contre la pauvreté et à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD).

« **Aujourd'hui plus que jamais la disponibilité de l'énergie en quantité suffisante et à coût abordable apparaît comme une condition cardinale pour le développement économique et social du pays surtout en milieu rural** », a-t-il indiqué ; avant d'ajouter que, les expériences d'électrification rurale menées par l'Agence Malienne pour le Développement de l'Énergie Domestique de l'Électrification Rurale (AMADER) - à travers le processus de Partenariat Public-Privé - ont permis d'améliorer le taux d'accès à l'électricité en milieu rural, passé de 1% en 2003 à 24,7% en 2021. « **Je rappelle que le taux national d'accès à l'électricité est estimé à 54% en 2021** », a-t-il indiqué.

Enfin, il a remercié l'ensemble des Partenaires techniques et financiers et particulièrement la Banque mondiale et les Opérateurs d'Électrification rurale, pour leur contribution au développement de l'électrification rurale ; et les a exhortés à œuvrer davantage pour l'atteinte de l'accès universel à l'électricité à l'horizon 2030.

■ Maffenin Diarra

Coopération Mali-Chine : Bientôt deux unités de filature

C'est pendant les moments difficiles qu'on reconnaît ses amis. Cet adage résume parfaitement la signature d'un protocole d'accord entre le Mali et la République Populaire de Chine, pour l'installation de deux unités de filature. Cette signature corrobore la vitalité de la coopération entre les deux pays. C'est dans ce cadre que le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goita, a reçu, le vendredi 25 novembre 2022, l'Ambassadeur de la République Populaire de Chine, Chen Zhihong. C'était en présence d'une forte délégation chinoise, du Président directeur général de la Compagnie malienne pour le développement des textiles (CMDT), Nango Dembélé et certains membres du cabinet du Président de la Transition. A travers ce protocole d'accord, deux unités de filature seront installées dans notre pays, dont l'une à Koutiala et l'autre à Bamako. Cet ambitieux projet sera réalisé par la société Qingdao de la Chine...



Redonner au Mali la place de premier producteur de la sous-région ! Telle est l'ambition des autorités de la Transition. Pour la matérialisation de cette volonté politique, celles-ci ont entrepris de fortes actions qui ont concouru à la production record de 795 000 tonnes de coton. Afin de créer de la valeur ajoutée, le gouvernement a réfléchi aux mécanismes visant à transformer notre coton sur place. Cette initiative est hautement salubre pour peu que l'on considère la production annuelle, qui s'élève à près de 700.000 tonnes. Il n'y a aucun doute que la culture du coton a de beaux jours devant elle, car la création de ces deux usines de filature est un grand facteur de stabilisation du prix du coton sans compter les milliers d'emplois directs et indirects qui seront créés à l'occasion.

La société en gestation dispose d'un capital de 200 millions, dont 85 % détenus par la CMDT et 15 % par le partenaire chinois, avec création du Conseil d'administration et tout ce qui sera nécessaire au fonctionnement juridique de la société.

Une mission de prospection s'est rendue le mercredi dernier sur le site qui abritera la nouvelle société malienne de filature à Koutiala. Elle sera installée sur une superficie de 50 hectares. L'unité de Bamako, elle, sera installée sur 70 hectares. Ces deux unités créeront 5.000 emplois. Ce projet permettra de lutter contre le chômage dans notre pays.

Le Président directeur général de la Compagnie malienne pour le développement des textiles, Nango Dembélé, a laissé entendre que la première unité sera installée à Koutiala avec



une capacité de 20.000 tonnes coton fibre à transformer en filet. La deuxième unité sera installée à Bamako avec une capacité de 25.000 tonnes par an. Ce qui fait environ 45.000 tonnes de coton fibre ; et devrait amener le taux de transformation du coton de 2 % présentement à près de 10 %. « **Le niveau filature capte environ 30 % de la valeur ajoutée de l'ensemble de la chaîne de valeur coton. Ce que nous perdons sur la vente de la fibre, à la filature, on le récupère en termes de plus-value ; en termes de marge bénéficiaire. Ce projet d'usines de filature est une bonne proposition technique pour la filière coton du Mali** », a-t-il soutenu.

Visiblement satisfait, par la signature de ce protocole entre nos deux pays, l'Ambassadeur de la République populaire de Chine, Chen Zhihong, a mis à profit cette occasion pour saluer les autorités maliennes qui ne cessent de poser des actions significatives pour l'émergence économique du Mali. « **La coopération entre la Chine et le Mali est toujours fructueuse depuis 62 ans d'existence des re-**

lations diplomatiques entre nos deux pays. Avec cette délégation, notre coopération sera encore plus renforcée. Avec l'appui du Gouvernement malien, l'appui du Président de la Transition, je suis per-

suaillé que cette coopération sera encore plus renforcée », a-t-il souhaité.

■ Ibrahim Sanogo



Rapport du FIDH sur le centre du Mali : L'AMDH se « désolidarise », Le gouvernement dénonce des allégations tendancieuses

La Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) vient de publier un nouveau rapport sur la situation au centre du Mali. Intitulé « Dans le centre du Mali, victimes et bourreaux vivent ensemble ». Ce nouveau rapport divise la FIDH et son partenaire malien l'Association Malienne des Droits de l'Homme (AMDH).

Le gouvernement pour sa part a fait des mises au point sur des manquements et omissions qui entachent la crédibilité de ce rapport qu'il qualifie de « tendancieux ».



Avant même la publication de son prochain rapport, la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) et son partenaire au Mali se sont divisés. En effet, ce nouveau rapport de la FIDH sur le centre du Mali intitulé « **Dans le centre du Mali, victimes et bourreaux vivent ensemble** » est rejeté par l'ensemble des acteurs devant l'authentifier. Dans un communiqué, en date du 23 Novembre 2022, l'Association Malienne des Droits de l'Homme (AMDH) a annoncé qu'elle allait se désolidari-

ser du rapport de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) dont la publication était prévue le 24 novembre 2022 à Dakar. Et pourtant, depuis quelques années, l'AMDH entretient un partenariat fécond avec la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH). « **Ce partenariat a positivement impacté la situation des droits de l'Homme au Mali** », a reconnu l'AMDH.

Les deux organisations mènent des programmes conjoints axés sur des réponses aux conflits et aux violations graves des droits de

l'Homme. Au titre de ce partenariat, « **elles ont publié deux rapports de mission d'enquêtes et une note de positionnement en 2012, 2016 et 2018 dans le strict respect des principes qui gouvernent le travail des défenseurs des droits humains : Impartialité, Objectivité et Loyauté** ».

Cependant l'AMDH affirme ne pas se reconnaître dans ce nouveau rapport publié le 24 novembre dernier et dont il serait coauteur. « **L'AMDH se démarque et se désolidarise clairement dudit rapport en raison des**

manquements graves aux principes... De même, l'AMDH n'a nullement été associée à toutes les étapes des missions d'enquêtes ayant conduit audit rapport », indique le communiqué signé par le Président de l'AMDH, Me Moctar Mariko.

Le gouvernement dénonce des allégations tendancieuses

Le gouvernement du Mali à travers son Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale a émis des observations sur ledit rapport au centre des critiques.

Selon le gouvernement, contrairement au rapport de 2018, le présent projet de rapport portant le titre « **Dans le centre du Mali, victimes et bourreaux vivent ensemble** », couvrant la période allant de juin 2018 à juin 2022, a été élaboré sans l'implication de l'AMDH qui déclare se désolidariser de son contenu.

Il faut souligné que ce nouveau rapport de la FIDH souligne entre autres, que l'année 2022 est considérée comme la plus meurtrière depuis le déclenchement de la crise en 2012 avec une détérioration de la situation sécuritaire dans les régions du Centre, consécutive à l'abandon par l'Etat de ces différentes zones, l'augmentation des violations des droits humains, suite à l'offensive militaire lancée par les Forces Armées Maliennes (FAMA) avec les partenaires russes; les peuls pris pour cible, avec la milicianisation et l'ethnisation du conflit ; des accusations graves de tueries de masse, d'exécutions sommaires, de disparitions forcées... contre les FAMA et leurs partenaires. Toujours, dans ce rapport, selon le gouvernement, il est mentionné le règne de l'impunité nourrissant la défiance des populations envers l'Etat ; l'élargissement des enquêtes de la Cour Pénale Internationale (CPI) à la région du Centre et à Bamako; les limites du Pôle Judiciaire Spécialisé dans la lutte contre l'impunité ; les restrictions apportées aux mouvements de la Mission multidimensionnelle des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA).

Malgré ces « **allégations graves portées dans ledit rapport** », le Gouvernement de prime abord, a félicité la FIDH pour sa contribution dans le renforcement de la promotion et de la protection des droits de l'Homme au Mali. Il a salué le fait que la FIDH ait sollicité ses observations avant la publication du rap-

port et il a demandé qu'elles soient intégrées dans le document final.

Toutefois, le Gouvernement a déploré la posture négative prise par la FIDH sur les progrès remarquables accomplis par les FAMA dans la lutte contre le terrorisme et la sécurisation des populations maliennes à travers l'opération « Keletigui » entamée depuis décembre 2021.

« **Le Gouvernement désapprouve également la méthodologie suivie consistant en un étalage de faits sur la base de témoignages non contradictoires, ne s'appuyant sur aucune preuve tangible et souvent faits sous la menace de groupes terroristes. Il y a lieu de rappeler que la justice obéit à des procédures et exigences particulières, lesquelles commandent que les allégations soutenues soient étayées par des preuves objectives ou, tout au moins, qu'elles soient fondées en leur principe. Ce qui n'est pas toujours établi dans ce projet de rapport** », dénonce le gouvernement ; qui invite la FIDH, à l'instar des autres acteurs, au respect de ses choix stratégiques au sujet des formateurs et conseillers russes au Mali qui remonte à 1960. De manière spécifique, le gouvernement pointe son doigt « **la méthodologie** » utilisée lors des enquêtes. D'une part, il ressort du projet de rapport que deux missions d'enquête se sont rendues au Mali, respectivement, en septembre 2021, puis en juin 2022 aux fins de son élaboration, sans mentionner le profil des agents qui les composaient, encore moins leurs qualités. Ledit projet ne mentionne que les coordonnées des membres de la mission de plaidoyer de novembre 2021.

Et d'autre part, le projet de rapport ayant évoqué des « **missions politique, judiciaire et sécuritaire** », suppose que des échanges aient lieu entre les membres de ces missions et les représentants politiques, judiciaires et les Forces de Défense et de Sécurité maliennes, sans indiquer le contenu de ces échanges. Il semble autrement, en l'occurrence. C'est pourquoi, selon le gouvernement, ces omissions portent un sérieux doute sur les déclarations et le contenu de ce rapport.

« **Le Gouvernement du Mali réfute les allégations de violations et d'atteintes aux droits de l'Homme et au droit international humanitaire attribuées aux Forces de défense et de sécurité maliennes. Ces al-**

légations sont pour la plupart tendancieuses, non recoupées et faites à dessein, dans le but de ternir l'image des Forces de défense et de sécurité maliennes et de les discréditer vis-à-vis des populations et de la communauté internationale », dénoncent les autorités.

Outre ces manquements, le projet de rapport reconnaît ses limites du fait qu'« **en raison de problème de sécurité et de l'accès extrêmement difficile dans les localités de Macina, de Nampalari [...], les enquêteurs n'ont pas été en mesure de se rendre sur les lieux mêmes de la plupart des exactions rapportées dans le présent rapport.** ». Les enquêteurs se sont contentés, par moments, de simples déclarations collectées très souvent par des personnes installées à Dakar, à Paris et à Bamako.

Le gouvernement a rappelé que « **le Mali est un pays souverain disposant d'une justice indépendante qui garantit les droits de la défense et le droit à un procès équitable** ». Par ailleurs, le gouvernement a reconnu que les enquêtes ouvertes suite à certaines allégations de violations graves des droits de l'homme, évoluent difficilement en raison de l'insécurité et du contexte de guerre asymétrique, qui empêche parfois les autorités d'enquête d'évoluer sur les scènes présumées de crimes et d'accéder à des témoins disposés à contribuer à la manifestation de la vérité. Cet état de fait, selon le gouvernement, ne devrait pas donner l'impression de l'existence d'une impunité et d'une lenteur dans certaines procédures judiciaires. Pour le gouvernement, ce rapport gagnerait en objectivité s'il intégrait les réformes en cours dans le domaine de la justice, notamment le projet de Cour d'Assises spéciales pour les crimes liés aux Violences Basées sur le Genre ; la relecture (en cours du Code pénal, du Code de procédure pénale et du Code de justice militaire), en vue de les adapter aux défis actuels ; l'élaboration d'une Politique Pénale et Pénitentiaire.

Le Gouvernement a rassuré être très attaché au respect des droits de l'Homme, conformément à ses engagements internationaux et œuvre inlassablement pour la promotion des valeurs de tolérance et d'humanisme.

■ Binadjan Doumbia



Bientôt la rentrée académique 2022-2023



Apprendre pour réussir sa vie et dans la vie et servir l'humanité
Passez une année universitaire subliminale avec UCAO-UUBa

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest
Unité Universitaire à Bamako



Hamdallaye - porte 85 - Rue 109
BP E4165 Bamako MALI



+223 20 29 56 31 / 20 29 56 28



ucao.uuba@gmail.com



Université catholique de l'Afrique de l'Ouest de Bamako



www.ucao-uuba.org

Choguel K. Maïga : Les défis d'un retour

L'information, très attendue, a fait le tour de la toile au Mali comme dans la sous-région. Le retour aux affaires du Premier ministre, Choguel K. Maïga - officiellement annoncé - a été salué par beaucoup de maliens, ainsi que tous les africains engagés dans le processus d'émancipation du continent. C'est que, l'idée d'un Choguel K. Maïga - retrouvant son poste de Chef de gouvernement - devenait de moins en moins évidente, au bout de quatre mois d'absence ; qui plus est, sans communiqué officiel sur son état de santé.

Quoi qu'il en soit, le président du M5-RFP signe son retour, placé sous le signe de la confiance renouvelée du Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, Chef de l'Etat. Celui-ci, en effet, - comme pour rassurer les maliens de l'excellence de leurs relations - a reçu le Premier ministre à Koulouba, le vendredi 25 novembre 2022. D'ores et déjà, le PM Choguel K. Maïga annonce la couleur : « C'est la reprise presque, avec le Président, dans quelques jours, nous allons décider. Mais le simple fait de venir le rencontrer montre que nous sommes déjà dans la reprise ».

Cette reprise intervient - disons-le - dans un contexte politique assez tendu. En cela même, elle augure moult défis pour le Premier ministre et des perspectives pour les maliens. Depuis plusieurs semaines, en effet, le régime de transition fait face à beaucoup de critiques et autres coups de boutoir. C'est un secret de polichinelle que, l'enthousiasme s'effiloche parmi les premiers soutiens du Mali Kura. L'ac-



tualité autour, notamment, d'Adama Diarra (alias Ben le Cerveau) en porte témoignage. A cela s'ajoute un front social marqué par les mouvements de grève des magistrats, des enseignants, des étudiants... Il faut évoquer, par ailleurs, le faible consensus autour de l'avant-projet de constitution et, plus dramatique, la cherté de la vie.

D'une manière générale, le retour aux affaires du Dr Choguel K. Maïga intervient dans un contexte, nous l'avons dit, délicat. Aussi, quand bien même était-il en retrait, il est impossible d'imaginer que les événements cités plus haut lui soient inconnus.

Ce faisant, il est essentiel que le Chef du gouvernement - dans un souci de pacification sociale - entreprenne de larges consultations.

Les Maliens, cela se ressent, ont beaucoup à dire. Il urge de leur prêter l'oreille au travers leurs représentants politiques et syndicaux. En effet, si jusque-là, la transition malienne résiste aux pressions extérieures, des querelles intestines peuvent lui être fatales. La tactique du « diviser pour mieux régner », éculé par les adversaires du Mali, pourrait trouver un terreau favorable dans les dissensions politiques internes. Aussi, si l'on y prend garde, il risque d'être trop tard. Encore que, pour des raisons évidentes, une certaine presse étrangère s'acharne toujours diaboliser les FAMA et les instructeurs russes ; tous accusés de violation des droits de l'Homme envers des groupes sociaux déterminés.

De ce qui précède, il est primordial que soit restauré le consensus politique, mais surtout, la confiance des maliens dans leurs dirigeants. D'autant que, le pouvoir actuel est transitionnel ; par définition, non-partisan. En cela même, il devrait faire l'économie des logiques majoritaires et d'opposition. Il lui est nécessaire d'associer l'ensemble des forces vives à la réflexion pour la réussite de la transition et l'épanouissement des maliens.

Comme on le remarque, le retour du Premier ministre, tant attendu, s'accompagne d'importants défis ; dont, les plus importants, l'assurance et le rassemblement des maliens. En cela même, il constitue une épreuve de vérité.

■ Malik WOGO



Rencontres tout azimut du cadre des Partis et Regroupements politiques : **Après l'imam Dicko, les maliens à l'honneur !**

Le Cadre des partis et regroupements politiques pour le retour à l'ordre constitutionnel est passé à l'offensive, depuis quelque semaine. Pour ce mois de novembre, la plateforme politique a rencontré l'Ambassadeur de l'Union Européenne au Mali, Monsieur Bart Ouvry, l'Imam Mahmoud Dicko et projette une rencontre avec les populations à partir du 10 décembre prochain.



Le Cadre des Partis et Regroupements politiques pour le retour à l'ordre constitutionnel a rendu visite à l'Imam Mahmoud DICKO. Préoccupé par la situation actuelle du pays, la plateforme a initié une série de rencontres afin d'échanger avec les différents acteurs sociaux-politiques.

Ainsi, le mardi 22 novembre 2022, une forte délégation du Cadre, conduite par son président en exercice, le Docteur Modibo Soumaré a été reçue par l'Imam Mahmoud Dicko, pour discuter de la situation générale du pays. Cette rencontre a été l'occasion de solliciter les sages conseils de cette figure emblématique de notre pays. Au-delà, et à travers ces multiples rencontres, le Cadre vise le rassemblement de toutes les forces politiques et sociales du pays à l'effet de mutualiser les énergies en vue de sauver le pays et la République.

Lors d'une conférence de presse, Dr Modibo Soumaré, président du Cadre a laissé entendre

qu' « à partir du 10 décembre 2022, le Cadre va rencontrer les populations maliennes. Cette série de rencontres sera ponctuée d'un grand meeting "pour sauver le Mali" ».

Il faut rappeler que le 16 novembre dernier, le Cadre des Partis et Regroupements politiques pour le retour à l'ordre constitutionnel avait rencontré la représentation de l'union européenne.

Une délégation conduite par son président en exercice, Dr Modibo SOUMARÉ, a été reçue par l'Ambassadeur de l'Union Européenne au Mali, Monsieur Bart Ouvry.

C'était l'occasion pour les responsables du CADRE, de livrer au Représentant spécial de l'Europe au Mali, leur analyse et lecture de la situation sociopolitique et sécuritaire actuelle du pays, mais également d'opiner sur la tournure actuelle de la Transition.

Dans leurs interventions, le représentant de l'UE et ses collègues ont tenu à remercier le

Cadre pour sa démarche et à le féliciter pour son investissement républicain, au profit de la stabilisation démocratique et sécuritaire du pays. Malgré la dégradation de la situation du pays, l'UE entend toujours continuer à accompagner notre pays ; et ce, en tenant ses engagements initiaux.

Cette rencontre avec l'UE s'inscrit dans la logique d'une série de rencontres sollicitées ou prévues par le Cadre avec les représentations diplomatiques au Mali, les acteurs de la classe politique, les responsables religieux et coutumiers, les acteurs de la société civile, les organisations faïtières, les syndicats, les organisations des femmes, des jeunes et de la presse, les organisations des maliens établis à l'étranger, en vue d'échanger sur l'état de la Nation et partager les propositions de solutions de sortie de crise.

■ Binadjan Doumbia

Ressources documentaires : Préservation et accessibilité des manuscrits anciens

La table-ronde de préparation du rapport quadriennal du Mali sur la prévention et la protection du patrimoine documentaire s'est tenue le 15 novembre 2022. C'était à la Direction nationale des bibliothèques et de la documentation sous la présidence de Pr. Amadou Keïta, Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

A la cérémonie, étaient associés le lancement du projet « préservation et accessibilité des manuscrits anciens » et la célébration du 30ème anniversaire du programme Mémoire du Monde.

Elle a mobilisé aux côtés du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Amadou Keïta, Hideki Uezono, Ambassadeur du Japon au Mali et Edmond Mukala, Chef du bureau et représentant de l'UNESCO au Mali.

Pour l'ambassadeur du Japon, la table-ronde contribuera à une meilleure compréhension, prévention et protection du patrimoine culturel malien.

Le représentant de l'UNESCO au Mali, Monsieur Edmond Mukala, a souligné que « Mé-

moire du Monde a été instauré en 1992 par l'UNESCO pour améliorer la sensibilisation, le patrimoine documentaire mondial et pour mieux les protéger et restaurer l'accès universel permanent aux documents ».

Selon le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, l'UNESCO fait face, depuis dix ans, à l'autodafé des milliers de manuscrits anciens de Tombouctou et a pris conscience de la fragilité du système de préservation du patrimoine documentaire qui reste le seul lien après l'oralité et le passé.

Il a souligné la perturbation du comité national de Mémoire du Monde, due aux différents changements des institutions gouvernementales. Selon le ministre Keïta, Mémoire du Monde bénéficiant de l'appui financier du

Japon, a permis au Mali, ainsi qu'à d'autres pays africains, de passer le flambeau de pensée scientifique des derniers siècles à la génération d'aujourd'hui. « Dans le cas du Mali, malgré tous les efforts, beaucoup reste à faire et, ce sera sans doute la quintessence du rapport quadriennal que nous apprêtons à produire sur les actions phares et les résultats obtenus de la préservation, la promotion et l'accessibilité du patrimoine documentaire, y compris le numérique ».

Pr Amadou Keïta a souligné aux participants la difficulté et l'importance de leur tâche dont découleront des pistes d'orientation du comité national de Mémoire du Monde et qui serviront aussi de tremplin à la présentation pour l'examen à la 216ème session du conseil exécutif, du deuxième rapport de synthèse sur l'application, par les pays membres de la recommandation de 2015. A la sortie de cette table-ronde, le ministre Keïta espère, avec l'appui des partenaires, continuer à mettre en œuvre l'ensemble des recommandations formulées. C'est par des mots de remerciement à l'endroit de l'ambassade du royaume du Japon que le ministre Keïta a déclaré ouverts les travaux de la table-ronde.

Binafou Dembélé, Stagiaire
Source : Le Challenger



Retour en Côte d'Ivoire de Charles Blé-Goudé :

Les inquiétudes du Fonds au profit des victimes de la CPI

Après huit ans d'exil et de prison, et près de deux ans après son acquittement par la CPI, Charles Blé Goudé, l'ancien leader de la jeunesse pro-Gbagbo a enfin foulé le sol ivoirien ce samedi 26 novembre 2022, avec son atterrissage à l'aéroport Félix-Houphouët-Boigny d'Abidjan.

Dans la même journée, les responsables du Bureau/ Côte d'Ivoire du Fonds au profit des victimes de la Cour pénale internationale - chargés des questions de réparations - ont publié un communiqué de presse intitulé " Le retour en Côte d'Ivoire de Charles Blé Goudé ne doit pas occulter la nécessaire poursuite des réparations en faveur des victimes de la crise post-électorale "



Le Fonds au profit des victimes de la Cour pénale internationale estime que ce retour, qui marque un moment symbolique dans les suites judiciaires de la crise post-électorale, ne devrait pas faire perdre de vue les attentes des victimes des crimes commis en 2010-11, en particulier en matière de réparation.

« Près de dix ans après son arrestation, le retour de Charles Blé Goudé, libre depuis la décision définitive de la Cour en mars 2021, est une page qui se tourne. Toutefois, cela ne signifie pas que le passif de la crise post-électorale est soldé : d'une part, un nombre important de vic-

times des crimes commis pendant cette période continue d'attendre des réparations pour le préjudice qu'elles ont subi ; et d'autre part, le Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale poursuit ses enquêtes dans la situation de la Côte d'Ivoire » a déclaré Ibrahim Sorie Yillah, vice-président du Fonds au profit des victimes de la Cour pénale internationale.

Les responsables du Fonds du bureau de Côte d'Ivoire expliquent que depuis 2015, à la suite du travail de la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation, l'État de Côte d'Ivoire a initié un programme d'indemnisation des victimes de la crise. A ce jour, plus de 4. 400 ayants

droits de personnes tuées pendant la crise ont reçu une indemnisation et près de 2.000 personnes ont bénéficié d'une prise en charge médicale. Beaucoup reste pourtant à faire, au regard de l'ampleur des crimes commis en 2011, mais également au cours de la décennie précédente. Lors de la journée nationale de la Paix, célébrée le 15 novembre, le Premier ministre, M. Patrick Achi, a réitéré la volonté du gouvernement de poursuivre ces mesures, en annonçant notamment que l'ensemble des victimes de Douékoué, ville particulièrement touchée par la crise post-électorale, allaient en bénéficier rapidement.

« **Quand des violations graves des droits humains ont été commises, les réparations ne sont pas simplement une demande légitime de celles et ceux qui en ont souffert, elles sont avant tout un droit pour les victimes et une obligation juridique pour les États concernés. Au-delà du droit, les réparations, individuelles mais aussi collectives et symboliques, sont également un puissant moyen de contribuer à la consolidation de la paix et à la réconciliation, en reconnaissant aux victimes leur statut et en leur permettant de se projeter à nouveau au sein de leur communauté et de la communauté nationale** » a déclaré Minou Tavarez Mirabal, présidente du Fonds au Profit des victimes de la Cour pénale internationale.

En conclusion les responsables du Fonds diront qu'en Côte d'Ivoire, le programme d'assistance du Fonds au profit des victimes répond, en complémentarité avec l'action gouvernementale, au préjudice des victimes de quinze incidents graves et emblématiques survenus entre 2002 et 2011. Outre les prises en charge individuelles sur le plan médical, psychologique ou socio-économique, le Fonds au profit des victimes conduit également des activités de réparations communautaires et symboliques, à l'image des cérémonies organisées à Douékoué avec le ministère de la Réconciliation et de la Cohésion Nationale, à l'occasion des journées de la Paix, du Souvenir et du Pardon. Pour ce faire, il collabore avec ses partenaires de mise en œuvre : Fondation AVSI, DRAO et WANEP, et s'appuie sur un comité consultatif composé de dix organisations de victimes et de la société civile ivoirienne.

Bokoum Abdoul Momini

Fonction publique : Les hausses de salaires sous Diouf, Wade et Macky Sall

Depuis 1982, les fonctionnaires ont connu six hausses de salaires. Les niveaux de celles de 2022 n'ont jamais été atteints.



De Abdou Diouf (1981-2000) à Macky Sall (depuis 2012), en passant par Abdoulaye Wade (2000-2012), les fonctionnaires ont toujours bénéficié d'une augmentation de salaires de la part des régimes qui se sont succédés. Le ministre des Finances et du Budget, Mamadou Moustapha Ba, a fait le point de ces hausses avec comme point de départ 1982. C'était face aux députés, vendredi dernier, lors du vote du budget du ministère de la Fonction publique. Il ressort de ce récapitulatif que les niveaux atteints en 2022 sont sans précédent. Ils oscillent entre 75 mille et 300 mille francs CFA. Entre autres bénéficiaires, les enseignants, le personnel de santé, les forces de défense et de sécurité. L'enveloppe consacrée à la mesure est estimée à 104 091 milliards de francs CFA (fin octobre dernier), selon le ministre des Finances, qui signale qu'«il est fort probable que le montant soit légèrement dépassé».

Luttes syndicales et volonté politique

Les syndicats du secteur de l'éducation avaient applaudi des deux mains. Certains de

leurs responsables ont même lié les bons résultats enregistrés cette année aux CFEE, à l'entrée en sixième, au BFEM et au BAC, à ces revalorisations salariales qui, selon eux, ont boosté la motivation de leurs collègues.

Ces hausses de salaires, notamment pour les enseignants et les personnels de santé, ont été obtenues à la suite d'après luttes syndicales. Certes. Mais, elles traduisent aussi la volonté du gouvernement de tenir compte de la conjoncture économique mondiale marquée par une chute du pouvoir d'achat des ménages due au contexte postpandémie de Covid-19 et à la guerre en Ukraine.

D'ailleurs, au-delà de ces attentions à l'égard des fonctionnaires, l'État a pris d'autres mesures durant la même période pour soutenir la bourse de l'ensemble des Sénégalais, surtout les plus faibles. C'est le cas des opérations de transferts monétaires pour un montant de 43 milliards de francs CFA au profit de plus de 500 000 ménages. C'est le cas aussi de la baisse des prix des denrées de première nécessité et du loyer.

De 3500 à 300 mille francs CFA

Au total, depuis 1982, sous Abdou Diouf, les

fonctionnaires ont obtenu à six reprises d'une hausse de salaires. Cette année-là, leur fiche de paie a été renforcée de 3500 francs CFA. Six ans plus, ils bénéficieront d'une nouvelle augmentation, cette fois-ci de 3000. En 1994, le gouvernement pousse plus loin en accordant 15 000 de plus aux agents de l'État. Il remettra le couvert en 2000 avec une revalorisation de 6294. Le régime de Abdoulaye Wade accordera deux hausses de 10 000 chacune en 2002 et en 2005.

Depuis lors, les fonctionnaires luttaient pour une revalorisation salariale qui viendra bien plus tard. Ce n'est qu'en 2022, sous Macky Sall, qu'ils seront servis. Et à des niveaux jamais atteints.

Conséquence directe : la part du budget consacrée aux salaires des agents de la Fonction publique a pris l'ascenseur. D'autant que la taille du personnel suit la même courbe. Le ministre des Finances renseigne à ce propos qu'entre 2000 et 2022, le nombre de fonctionnaires est passé de 65 887 à 165 191 pour une masse salariale qui a atteint 1097 milliards de francs CFA cette année alors qu'elle était de 173 milliards vingt-deux ans plus tôt.

Source : seneweb.com



Cadre de dialogue : Ce que pense l'UFR de Sidya Touré

Le cadre de dialogue entamé par les facilitatrices ne passe pas inaperçu au niveau de l'Union des forces républicaines (UFR). Ce samedi 26 novembre 2022, certains cadres du parti se sont exprimés sur ce sujet à l'occasion de l'assemblée générale. Selon un membre du bureau politique de l'UFR, Sekou Tidjane Conté, « ce cadre de dialogue est tout sauf un dialogue ». « Nous avons fait 10 points pour participer à ce dialogue, mais ce qu'on nous présente est tout sauf un dialogue. Parce que ce que nous attendons, c'est un dialogue pour le retour à

l'ordre constitutionnel, ce n'est pas une conférence nationale... dans nos points de revendications aucun point n'a été respecté par le CNRD. Il devait avoir un début pour montrer ne reste que la volonté. Mais parmi les 300 personnes, il y a des gens qui sont d'accord avec le CNRD et nous ne sommes pas d'accord avec eux sur un certain nombre de points. Donc, il devrait se pencher à nous pour ce cadre de dialogue...Et d'ailleurs prendre 200 ou 300 personnes pour discuter de quoi, c'est la pagaille. Nous avons vu ces derniers temps, il y a des partis qui sont des sacs qui sont allés pour ce

dialogue, c'est une situation extrêmement compliquée », explique-t-il.

Dans la même lancée, Fodé Baldé n'a pas mâché ses mots à l'égard des autorités de la transition.

« Un dialogue, c'est réunir des camps qui ne s'entendent pas sur un certain nombre de points. Mais si des partis qui partagent la même idée se réunissent, on ne parle plus de dialogue là-bas. Cet état de fait dénote encore le manque de volonté politique des autorités de la transition à réunir les Guinéens autour de la table pour des questions essentielles », a-t-il déclaré.

Source : GuinéeNews



Coupe du monde 2022 : La Croatie se relance et élimine le Canada !

La Croatie a lancé sa compétition en s'imposant tranquillement face au Canada (4-1). Le Canada est éliminé de la compétition. Tout se jouera lors de la dernière journée entre la Croatie, le Maroc et la Belgique.

Suite du groupe F ce dimanche après-midi, la Croatie n'avait pas le droit à l'erreur et devait absolument s'imposer pour ne pas être en grande difficulté lors de la dernière journée. De l'autre côté, le Canada ne devait pas perdre non plus, car une défaite signifiait une élimination de cette Coupe du monde 2022, au Qatar. Pour cette rencontre, les Croates se présentaient avec quasiment la même équipe que face au Maroc. Seul Livaja faisait son apparition dans le onze sur le front de l'attaque au côté de Kramaric. Le Canada, lui, se présentait avec le même onze et espérait faire autant souffrir la Croatie que la Belgique.

Très vite, le match basculait. Les Canadiens, après une belle entame, trouvaient rapidement la faille. Il ne fallait que deux minutes à Alphonso Davies pour faire trembler les filets. Le joueur du Bayern Munich, qui avait raté un penalty face à la Belgique, se rattrapait en pla-

çant un coup de casque imparable. Il en profitait d'ailleurs pour marquer le premier but de l'histoire du Canada en Coupe du monde. Sonné et en grand danger, la Croatie essayait de vite revenir pour ne pas subir le même sort que la Belgique un peu plus tôt dans la journée. Andrej Kramarić pensait égaliser, mais son but était refusé pour une position de hors-jeu. L'attaquant d'Hoffenheim finissait par égaliser quelques minutes plus tard d'une belle frappe croisée (36e). Logique tant la Croatie commençait à dominer outrageusement les débats face à une équipe canadienne qui ne faisait que reculer.

LE CANADA TROP INEXPÉRIMENTÉ ET DONC ÉLIMINÉ

Dominateurs, les Croates poussaient même pour prendre l'avantage. Luka Modric, très discret face au Maroc, se montrait un peu plus.

Tout comme Kovacic qui se baladait dans le dos des milieux canadiens, assez touchés physiquement. Le milieu de Chelsea provoquait d'ailleurs le deuxième but des siens. Après une récupération haute, c'est le nouveau Marko Livaja qui marquait pour son équipe en envoyant une belle frappe le long du poteau du portier canadien Milan Borjan (2-1, 44e). Un but qui éliminait provisoirement le Canada (puisque 0 point) et qui permettait à la Croatie de prendre la deuxième place du groupe avec le même nombre de points que le Maroc (mais une moins bonne différence de buts).

Devant ce scénario, le Canada ne se réveillait pas vraiment. Au contraire. Les hommes de John Herdmann semblaient sans solution, sans idées aussi et avec des joueurs assez transparents à l'image d'un Jonathan David inexistant. C'est la Croatie qui continuait d'attaquer et qui allait marquer pour sceller définitivement sa victoire et ainsi éliminer une équipe du Canada, intéressante, mais trop inexpérimenté. Andrej Kramaric s'offrait un doublé après une belle action collective (3-1, 70e) avant que le Rennais Lovro Majer n'y aille de son but (4-1, 90e). Avec cette victoire, la Croatie prend la tête du groupe F (avec une meilleure attaque). Le Canada est éliminé, mais pourra sauver l'honneur lors du dernier match face aux Lions de l'Atlas qui ne devront pas perdre pour se qualifier.

Source : footmercato





Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous donnez le maximum de vous-même et vous êtes un employé modèle. Vos employeurs vous adorent et se louent chaque jour de votre présence. Votre esprit est fin et analytique et vous êtes super efficace parce que vous allez au fond des problèmes à régler.

Uranus est en harmonie avec votre signe et vous promet que tout est possible au niveau financier. Vous pourriez avoir des rentrées d'argent imprévues et bienvenues. Profitez-en pour faire des projets à long terme. La bête à cornes que vous êtes doit foncer et prendre les bonnes décisions.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Les projets prennent de l'ampleur, il semblerait que vous ne soyez pas préparé à un tel changement. Vous parlez de vos appréhensions avec vos proches, le côté positif c'est que vous trouvez du soutien, ça vous réconforte, ça vous donne du courage.

Dès que l'on aborde le sujet des finances, vous grincez des dents. Votre budget est serré, mais seulement parce que vous avez un peu abusé côté dépenses. Un petit réajustement s'impose illico presto. Pas le choix, il faut vous tirer la ceinture.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous êtes en pleine transformation et êtes un peu sceptique. Vous ressentez un besoin de liberté, de changement et de révolte ! Peut-être devriez-vous vous diriger vers un métier créatif, une carrière médicale, ou vers l'humanitaire ? Vous vous interrogez.

Vous allez avoir un peu de difficultés à faire des économies et serez tenté de dépenser sans compter ! Le budget devra être minutieusement respecté, sinon gare aux frustrations qui pourront apparaître. Un conseil, soyez plus économe que panier percé !



Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'activité actuelle ne vous plaît plus. La routine vous a épuisé et vous préférez prendre le large. Rompre le contrat et partir ailleurs vous tente. Laissez-vous guider par votre intuition et franchissez ce pas ! Un collègue peut vous aider à avancer.

Il faut faire attention aux finances. Vous êtes heureusement très prudent. De la récupération ou du bricolage pourrait être profitable. Vous aspirez à réaliser des économies grâce à de bonnes affaires. Si vous faites des emplettes, vous évitez de dépenser.



Lion (22 juillet - 23 août)

Pluton et Saturne vous poussent à vous renouveler dans votre quotidien pour avoir toujours plus de résultats positifs dus à votre compétence certaine. Vous rayonnez comme il se doit. Il est probable que vous en fassiez bénéficier ceux qui gravitent autour de vous.

Les fluctuations financières vécues récemment connaissent une petite pause, ce qui peut vous permettre de concrétiser vos desseins. Rien n'est clair cependant, soyez très vigilant dans vos associations et dans vos rapports avec les tiers.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Les échanges vous rapportent quelques bons tuyaux, surtout si vous recherchez du travail. La journée promet de belles ouvertures, soyez attentif à tout ce qui se passe autour de vous. Mettez la communication en avant. Au programme : de l'entraide.

Avant de craquer pour un smartphone à la mode ou pour un tout autre objet onéreux, jetez un oeil du côté de vos comptes. C'est toujours facile de sortir la carte bleue, mais ce sont les conséquences qui sont moins agréables. Alors, prudence.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Cette journée est de bon augure et quelque chose se prépare dans votre travail. Uranus traverse le domaine de votre activité professionnelle et un événement libérateur pourrait arriver. Peut-être une reconnaissance dans votre profession ?

Un oncle d'Amérique aurait-il prévu de vous faire plaisir ? C'est fort probable ! Une rentrée d'argent imprévue serait programmée par vos astres ! Souvent les événements inattendus sont les plus appréciés. Ça pourrait être le cas.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous ne manquez pas d'idées pour améliorer les conditions de travail. Vous pourriez travailler vite et bien tandis que vos collègues peinent. Gare à la rivalité professionnelle qui guette. Ne confiez pas du tout vos rêves professionnels, à quiconque.

Vous avez envie de faire des économies. Votre imagination et créativité vous aident à réaliser vos objectifs. La situation matérielle se maintient. Vous gérez du mieux possible les frais domestiques. La stabilité financière avec vos activités vous rassure.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

De forts bouleversements peuvent se manifester au sein de votre entreprise, vous obligeant à revoir vos positions et vos stratégies. Avec le Soleil en maison 12, il se peut que vous n'ayez pas conscience que tout ceci vous perturbe intérieurement.

Un carré Saturne/Mars peut vous causer des blocages et des retards dans la réception de votre salaire. Vous pourriez ressentir une petite frustration, car vous avez fait tout ce qu'il fallait et vous n'arrivez pas à vos fins.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Avancer dans la hiérarchie c'est ce qui vous motive plus que tout. Aujourd'hui, vous déployez toute votre énergie au bon fonctionnement de votre travail. Vous misez haut. Vous envisagez d'atteindre les sommets et la reconnaissance. Belle ambition, bravo !

Certaines planètes vous mettent en garde contre les excès matériels. Vous avez besoin de faire un check-up de votre situation financière. Inutile de croire que vous n'avez pas le temps de jeter un oeil à vos comptes, ce serait vous voiler la face.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Peut-être avez-vous subi quelques transformations professionnelles ces temps-ci ? En tout cas, c'est un succès ! Votre intuition ne s'est pas trompée, la réussite est au rendez-vous ! Vous êtes là où vous deviez être, ça ne fait aucun doute.

Aujourd'hui peut être l'occasion de vous intéresser aux placements boursiers, pourquoi pas ? Rencontrer votre banquier pourrait vous ouvrir de nouvelles perspectives, mais néanmoins avec prudence. Neptune en maison 2 pourrait être porteur d'illusions.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous n'avez plus envie de continuer les fonctions actuelles. Démissionner est une situation qui peut vous tenter. L'ambiance avec les collègues est l'une des causes de ce départ. Un nouveau cap de vie se met en route. L'optimisme vous accompagne.

Les échanges avec la famille influencent votre gestion financière. Vous recevez des conseils de proches. Il vous appartient de les suivre ou de les ignorer. Si vous faites des emplettes, prenez le strict nécessaire. Vous serez à temps d'acheter plus tard.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23